

Conférence internationale au Burundi sur les violences contre les femmes

@rib News, 31/10/2012 â€“ Source XinhuaLe Burundi abritera les 27 et 28 novembre prochain la 2^eme Conférence internationale sur le rôle des organes de sécurité pour l'éradication des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique, a annoncé mercredi à Bujumbura le Commissaire de Police Principal Fabien Ndayishimiye, directeur général de la Police Nationale du Burundi (PNB). Le Commissaire Ndayishimiye, qui s'exprimait lors d'un point de presse, a précisé que la conférence s'inscrit dans le cadre de la campagne mondiale, lancée en 2008 par le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-moon.

Ce dernier avait appelé les pays à s'unir pour que la violence à l'égard des femmes ne soit plus tolérée en ex un cahier de charges sur huit ans (2008-2015) pour la première phase du plaidoyer mondial. Cette campagne a été adoptée par les chefs d'Etat africains en 2010 sous un slogan libellé ainsi: « Afrique Unie pour mettre fin aux violences faites aux femmes », a rappelé a souligné M. Ndayishimiye. Il a relevé que la rencontre de Bujumbura verrait la participation de 250 personnes dont 54 chefs de police du continent africain. 30 délégations des officiers en charge de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au sein des institutions policières des pays africains et les bureaux régionaux d'« ONU Femmes » ont déjà confirmé leur participation à cette conférence, a ajouté le commissaire Ndayishimiye. « Nous attendons, a-t-il dit par ailleurs, la confirmation de la participation personnelle du Secrétaire Général des Nations Unies et du Secrétaire Général d'Interpol ». Mme Christine Sabiyumva, chef de l'Unité des Mineurs et Protection des Majeurs au sein de la PNB, a indiqué qu'au Burundi, on compte environ 580 de cas de violences domestiques par mois, dont plus de 200 sont déposés devant les instances policières. Pour la responsable policière, certains tabous culturels empêchant les victimes des violences à dénoncer les auteurs, ce qui entrave les efforts de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles à travers le pays. Pour cela, a-t-elle dit, il faut un sursaut national au niveau des changements de mentalités.